

MONGONGO

Bimensuel | 16 Août 2010

N°23

450 FC

Des sanctions exemplaires pour des militaires fautifs

Souvent restés intouchables, des officiers de l'armée et de la police répondent désormais de leurs actes en cas d'abus. Des condamnations ont lieu à la grande satisfaction des populations victimes. Mais tous ne sont pas toujours punis et la justice militaire manque de moyens pour aller au bout de son action.

Les cadres de l'armée et de la police se croyaient intouchables et pensaient que la prison et la loi n'étaient pas faites pour eux», martèle le major Jean-Claude Lisimo, président du Tribunal militaire de la garnison de Kisangani. Le 29 juillet dernier, ce tribunal a condamné à 20 ans de prison avec renvoi de la Police nationale congolaise, deux capitaines accusés de détournement des salaires des policiers de Yangambi, territoire situé à 90 km du chef-lieu de la Province Orientale. Deux autres officiers, l'un du territoire de Basoko et l'autre de Yauma, et un adjudant d'Opala ont aussi été condamnés le 26 juillet au terme d'une chambre foraine à Yangambi, à cinq ans de prison avec renvoi de la police pour torture, extorsion et détournement.

Toutes ces condamnations sont le résultat de la coopération entre les autorités militaires et l'auditorat, pour réprimer les abus souvent nombreux, commis par des officiers de la police et de l'armée, qui se croient intouchables et au-dessus de la loi. «A mon arrivée il y a cinq mois, les dossiers judiciaires traînaient. J'ai expliqué aux autorités militaires l'importance de coopérer pour plus de célérité», explique le colonel magistrat Gaston Shomari, auditeur supérieur de Kisangani.

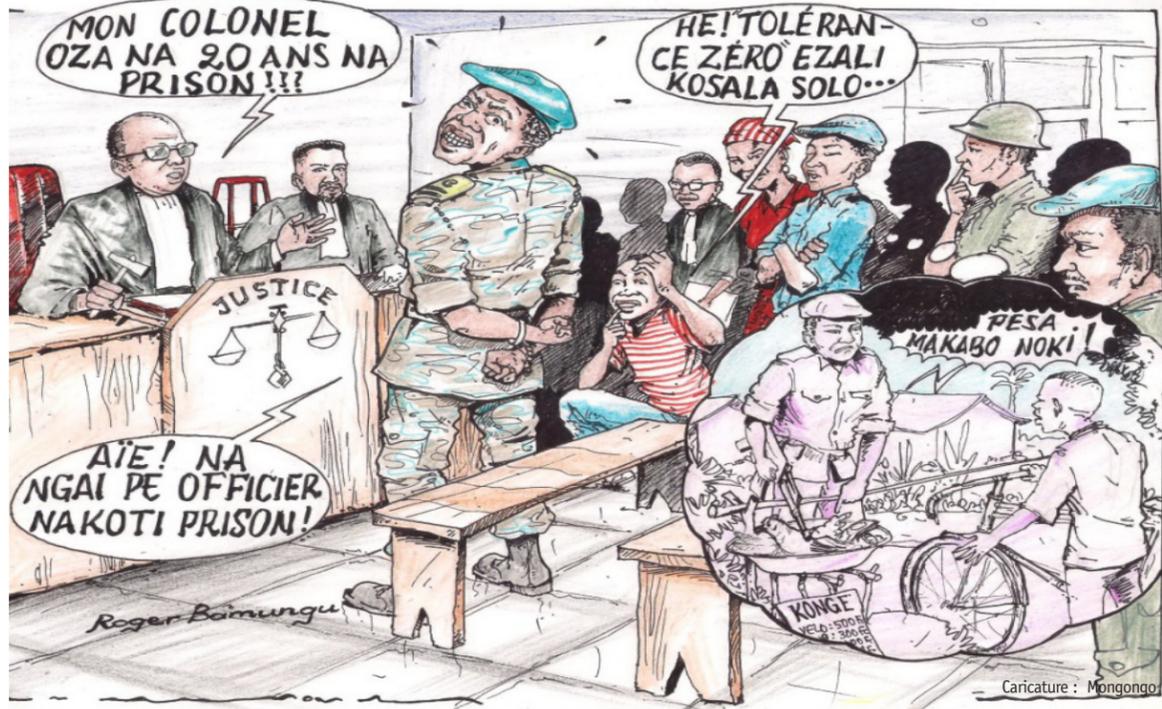
Collaboration population et autorités

Les officiers supérieurs ne sont pas les seuls à être ainsi sanctionnés. A Lieke Lesole, un village perdu dans le territoire de Opala (260 km de Kisangani), un soldat de 2^{ème} classe qui se faisait passer pour un colonel et quatre de ses hommes ont été condamnés à la peine de prison à perpétuité le 03 juin 2009, avec renvoi de l'armée pour viol massif de 135 femmes et mineures, coups et blessures, tortures, travaux forcés et crimes contre l'humanité. «Ce procès a eu un effet pédagogique et dissuasif sur les autres militaires et a soulagé la population qui n'en croyait pas ses yeux de voir des soldats menottés», témoigne un défenseur des droits humains, présent au procès.

Les dénonciations d'abus et autres actes répréhensibles sont faites par la population, qui trouve en retour de plus en plus des réactions des autorités militaires. Un soldat de la Garde républicaine (ex Garde présidentielle) a ainsi été mis en prison cette année, pour coups et blessures, arrestation arbitraire et attentat à la pudeur à l'égard d'une femme à l'aéroport de Bangboka. «C'est le commandant de la Garde républicaine lui-même qui l'a déféré devant le tribunal», témoigne le magistrat Gaston Shomari, fière de cette collaboration. Dans son signataire, une dizaine de nouvelles plaintes envoyées par les chefs de l'armée et de la police. Une soixantaine de dossiers sont en instruction depuis le début 2010 et 20 jugements ont déjà été rendus. En 2009, 32 condamnations avaient été prononcées sur 49 dossiers enregistrés...

Des moyens limités...

Certaines contraintes limitent cependant cette détermination des autorités et de



la justice militaires de lutter contre l'impunité. A l'auditorat, le greffe utilise une machine à écrire mécanique. Le bâtiment de l'auditorat, qui manque de frais de fonctionnement et de moyen de transport, nécessite une réhabilitation. «C'est avec mon argent que j'ai mis une couche de peinture dans mon bureau», déclare l'auditeur supérieur. C'est généralement grâce aux moyens logistiques de la Mission des Nations unies pour la stabilisation du Congo (MONUSCO, ex Monuc) que sont effectués certains déplacements du Tribunal quand il doit siéger en chambre foraine à l'intérieur de la province.

Si tous ces efforts sont vivement salués, de nombreux cas des tracasseries des hommes en armes sont encore signalés à l'intérieur de la province. Le 27 juillet dernier, l'Union paysanne pour le développement de Kisangani a dénoncé la présence des barrières dressées par des militaires et policiers le long des routes, notamment sur la route d'Opala à 102 km de Kisangani, sur la rivière Lobaye, au PK 16 et à l'entrée de la commune Lubunga. Pour Elie Litunge, son président, malgré leur interdiction par le gouverneur de province, ses membres déboursent des montants forfaitaires à chacune de ces barrières. Il pense que les sanctions de la justice militaire diminueront ces tracasseries pour permettre aux paysans et commerçants d'évacuer les produits vivriers en toute quiétude.

Hortense Basea

«Les députés» ont la cote dans les marmites

Le marché boyomais est inondé de têtes des poissons salés. A des prix abordables, elles aident les habitants moins nantis à se nourrir sans trop de peine



Les têtes des poissons étalées sur les tablettes au dépôt makayabo au marché central de Kisangani (Crédit photo Mongongo)

Au marché central de Kisangani, sur les étals des vendeurs à la place communément appelée «dépôt ya makayabo», lieu de vente des poissons salés en gros, on est étonné de trouver de grosses têtes des poissons salés vendus en détail et en kilo. Depuis plus d'une année, le phénomène s'accroît et les étals sont de plus en plus achalandés. Ces têtes de poissons sont surnommées « Kichwa » (tête en swahili) ou « députés », en référence aux photos passeports des députés affichées sur les bulletins de vote, lors des élections de 2006. Certains estiment qu'on les appelle ainsi pour dire aux élus : «Vous n'avez pas tenu vos promesses, voilà ce que nous mangeons». Daniel Ndiya, député provincial, considère cette appellation comme «une injure à l'égard des élus.»

Venant de la Tanzanie via l'Ouganda, ces restes de poissons constituent une véritable aubaine pour les populations démunies. Selon Olivier Obela, importateur des «députés», des Tanzaniens et des Ougandais viennent vendre ces aliments à Rubiria au Nord-Kivu, à la frontière de la RDC avec l'Ouganda.

«Je vends au moins 100 kg par jour», déclare Elysée Kiza, importatrice, qui en écoule parfois une tonne en une semaine. Le prix est en effet très bas. Si un kilo de poissons salés coûte entre 4500 et 5000 Fc, celui de «députés» oscille entre 1500 et 2000 Fc (1,6 à 2,2 \$). En Ouganda, les importateurs l'achètent à 1 \$ le kilo. Pour Jean-Claude Mazane, gérant du marché central, «c'est la pauvreté qui pousse les Boyomais à consommer ces aliments qui n'ont rien de spécial.»

suite à lire page 4

A LIRE EN PAGE...

1 - Des sanctions exemplaires pour des militaires fautifs
- «Les députés» ont la cote dans les marmites

2 - Les vendeurs de chanvre et de lotoko traqués au marché
- Inquiétant succès des viandes de chien et de chat

3 - Simon Loiko, courageux aveugle portefaix
- ÉCHOS DE PROVINCE

4 - Wauza bangi na lotoko tajari wamefuzwa kwenye soko kubwa
- Bitumbu bikasi mpo ya basoda bakweyi na mbeba

Les vendeurs de chanvre et de lotoko traqués au marché

La lutte contre les vendeurs de chanvre et de lotoko par l'autorité urbaine commence à porter ses fruits. Certains de leurs repères détruits, les vendeurs rejoignent la clandestinité et le marché central retrouve un certain calme. Des efforts supplémentaires sont cependant nécessaires pour obtenir des résultats durables au marché et ailleurs en ville.

Depuis mai dernier, plusieurs maisons de fortune construites dans le marché central de Kisangani à coté de dépôts de marchandises de petits commerçants ont été démolies sur décision du maire de la ville. Ces dernières années, ces habitations étaient devenues la plaque tournante de la vente du chanvre et de lotoko, une boisson à base de maïs et de riz beaucoup plus forte en alcool que la bière Primus. Une bouteille se vend à 600 Fc, mais malgré son prix élevé, cet alcool a de nombreux adeptes, désireux de vite s'enivrer, au risque de détruire leur santé.

A proximité des habitations aujourd'hui détruites, on voyait des gens fumer du chanvre en plein jour, au vu de tous. Le 19 juin dernier encore, un vendeur de cette drogue a été pris en pleine journée en flagrant délit et arrêté. Ces lieux étaient aussi suspectés de favoriser la prostitution, en particulier celle des enfants, et servaient de refuges à des enfants de la rue et à de petits voleurs. «En avril dernier, j'ai saisi l'autorité urbaine de l'insécurité grandissante qui avait pour origine la consommation de boisson

et de chanvre», déclare Jean-Claude Mazane, gérant du marché central.

La sévérité actuelle à l'égard des vendeurs semble commencer à payer. «Avant, nous enregistrons 10 à 15 plaintes par jour. Depuis la démolition de ces maisons, les vols, de même que les disputes et les bagarres dues à l'ivresse ont sensiblement diminué. Nous avons enregistré un seul cas en deux semaines», se félicite le capitaine Freddy Muyolo, commandant de la police du marché central.

Maintenir la pression

Traqués, les vendeurs de chanvre et de lotoko refusent cependant d'abandonner leur commerce. Ils sont toutefois désormais obligés d'être discrets et ne vendent leurs produits qu'aux clients qu'ils connaissent bien. Ils attendent de voir si la mobilisation de l'autorité faiblira ou pas pour reprendre le rythme habituel de leurs affaires. De leur côté, les propriétaires de dépôts de marchandises se félicitent de la relative accalmie. «Avant, mes petits frères et moi faisons la surveillance jour et nuit», se souvient Jean

Kabalo, gardien d'un de ces dépôts. D'autres regrettent que des voleurs, arrêtés le matin soient libérés le soir même. «Les vols continuent. Des enfants de la rue reviennent dans le marché», assure une commerçante. «Tant que je serai gérant du marché, la boisson fortement alcoolisée et le chanvre ne se vendront plus comme avant», rassure Jean-Claude Mazane.

Certains demandent aux autorités d'aller plus loin. «Le maire doit maintenir la pression pour éradiquer une fois pour toutes ce phénomène. Il doit s'attaquer en ville à d'autres sites où ces produits sont vendus», recommande Marien Mwamba, activiste des droits humains. Pour Mangaza Niya, représentante des vendeuses de lotoko, «détruire nos habitations n'est pas la solution. Il faut également interdire la vente de certaines boissons importées fortement alcoolisées». «Détruire ces maisons est un pas vers le calme, résume Bulu Bobina, un enfant de la rue, mais, pour trouver un calme total, un encadrement adapté des enfants de la rue serait la meilleure solution».

Cosmas Mungazi

Inquiétant succès des viandes de chien et de chat

De plus en plus de gens mangent de la viande de chien ou de chat à Kisangani. Des professionnels de santé s'inquiètent des graves risques pour la santé de consommer des animaux malades ou mal préparés. Certains habitants se plaignent du vol de leurs bêtes qui leur rendaient de nombreux services.

La consommation de viande de chien et de chat se banalise à Kisangani. Autrefois, cette habitude culinaire n'existait que dans les deux Kasai, à l'occasion de cérémonies culturelles Luba. Aujourd'hui, la stupéfaction, l'incompréhension et la désapprobation gagnent les esprits dans la capitale de la Province orientale. Christine, habitant la concession de l'orphelinat de Mangobo, affirme par exemple que son chien malade décédé en avril dernier a été déterré par des jeunes de son quartier et s'inquiètent à l'idée qu'ils l'ont peut-être mangé ou vendu.

Selon un agent de service vétérinaire de Kisangani, «cette viande (de chat ou de chien, Ndlr) est dangereuse si elle n'est pas bien cuite ou si l'animal est malade». Le docteur Akim Mumeme, médecin à l'hôpital général de Lubunga, averti : «La rage est une maladie mortelle (aussi pour l'homme, Ndlr) ! Il est souhaitable que ces animaux soient égorgés dans un abattoir public après un contrôle des services compétents».

L'augmentation de la consommation de viande de chat et de chien pose d'autres problèmes. Dans les quartiers, bon nombre de ces animaux disparaissent, au grand désespoir de certains. «Mon chien me sert de gardien et m'aide à chasser le gibier», explique Maurice Kasongo, commerçant à Mangobo. «Il y a maintenant trop de rats dans les maisons, car les chats manquent dans les environs», poursuit-il en exprimant son regret.

Consommateurs naïfs et dangers réels

Ces dernières années, on sert au grand jour du chien ou du chat dans des restaurants. «Avant j'abattais ces animaux dans la forêt, par crainte de la désapprobation de mes voisins», explique Brigitte, restauratrice depuis 3 ans, aujourd'hui

décomplexée. «En 2009, j'ai abattu plus de 350 chiens que j'ai achetés auprès des fournisseurs. Avant, j'envoyai les gens tourner dans les quartiers pour les amener», témoigne Venas, propriétaire d'un restaurant. Dans son établissement, une case en paille éloignée des habitations, des clients s'assoient sur des morceaux de bambous et se partagent parfois à trois un plat. Tout autour, des ossements, apparemment de chien, semblent témoigner de l'intense consommation de cette viande. «Un morceau coûte entre 200 et 300 Fc. Je gagne au moins 4 500 Fc par bête que j'achète entre 4 000 et 9 000 Fc», ajoute Venas.

Moins cher que la chèvre, les viandes de chien et de chat sont surnommées respectivement Barcelone et Liverpool en référence aux grandes équipes de football par les jeunes qui en consomment, persuadés d'avoir eux aussi la grande classe grâce à ce qu'ils mangent... Les consommateurs ne sont pas à un préjugé prêt. Certains croient dur comme fer aux plus folles rumeurs. «J'en mange pour être résistant, avoir un esprit dur devant les problèmes», raconte par exemple Célestin. D'autres sont persuadés de renforcer ainsi leur système immunitaire ou de provoquer la chance.

Les scientifiques se bagarrent contre d'autres idées reçues largement répandues, comme quoi la viande de chat améliorerait le flux sanguin et combattrait les rhumatismes articulaires, et celle de chien augmenterait la virilité masculine, favoriserait le fonctionnement des reins et aiderait à la digestion. Faux, faux, et encore faux répondent les spécialistes... Les dangers d'être gravement malades en mangeant des animaux mal préparés ou en mauvaise santé sont, eux, bien réels.

Lyly Bendea

ACTUALITÉS

Réunion des chefs d'état-majors

Les chefs d'état-majors généraux des armées de l'Ouganda, de la République Centrafricaine et de la République démocratique du Congo se sont réunis à Kisangani du 26 au 27 juillet derniers. Au menu des discussions : l'évaluation des opérations menées contre les rebelles ougandais de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA). Au terme de ces assises, le chef d'Etat-major des FARDC a déclaré à la presse que «la question de la LRA n'est plus un problème de défense militaire du pays, mais relève de la sécurité publique». Etais associé à ces discussions, le commandant sortant de la MONUSCO.

Stop à la prolifération des armes légères

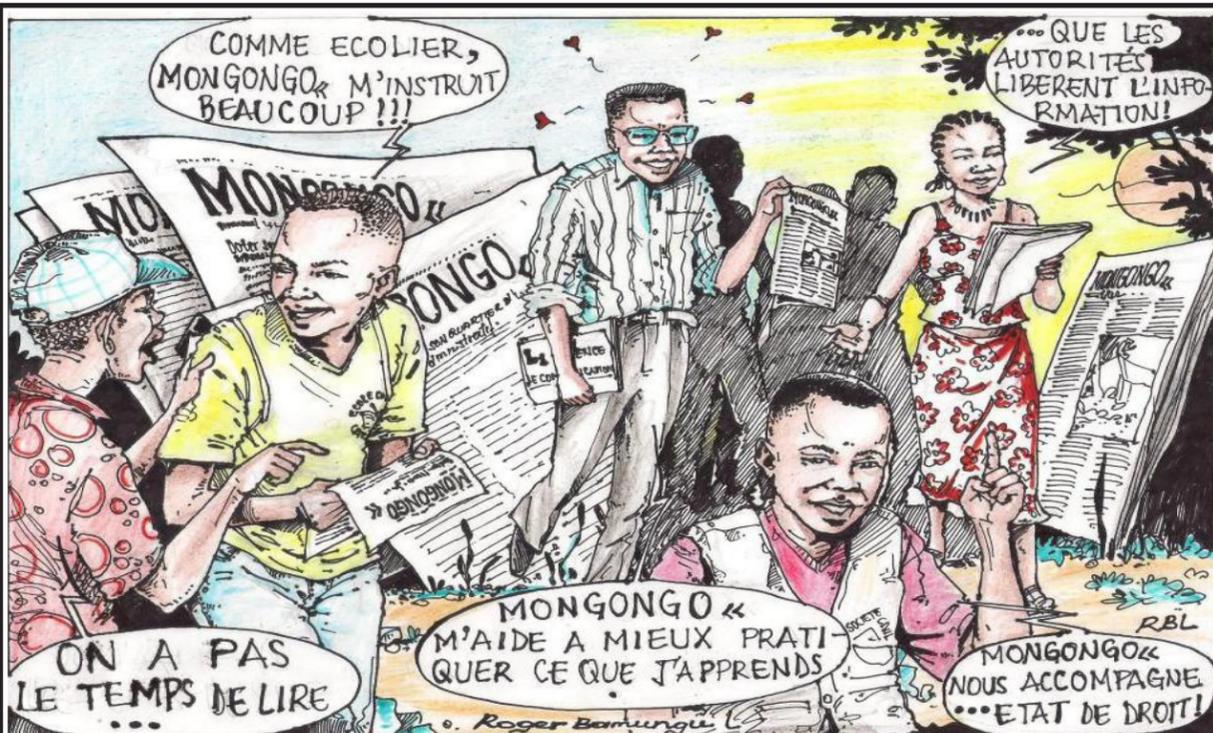
Du 31 juillet au 2 août s'est tenu à l'hôtel Palm beach, un atelier à l'intention des officiers militaires sur la circulation des armes légères et de petit calibre. Au terme de ces assises, plusieurs recommandations ont été prises, comme la collaboration entre la société civile et les institutions publiques pour recueillir des informations et sensibiliser les gens, en particulier les militaires, aux dangers liés à la détention illégale de ces armes. Il a aussi été question de faciliter à l'armée l'accès aux médias locaux, pour que les autres services de sécurité et la population collaborent avec elle et dénoncent les lieux et les détenteurs de ces armes.

Afin d'éradiquer leur prolifération, la réglementation de l'octroi de permis de port d'armes et la construction de magasins d'armement dans les régions militaires pour les y entreposer sont des pistes également à l'étude. Depuis les guerres de la dernière décennie, beaucoup d'armes sont détenues par des civils, des policiers et des militaires dans les quartiers, affirme un membre d'une organisation de la société civile.

Page noire

Le 4 août dernier est décédée l'une des plus anciennes animatrices de la RTNC, productrice d'émissions radiotélévisées sur la cuisine et la santé. Madeleine Basingwa avait à son actif 35 ans de bons et loyaux services. Elle était la seule femme qui restait parmi les pion-

nières de la télé du peuple depuis son ouverture. «A 58 ans, elle était une femme pleine d'initiatives. Elle aimait le travail bien fait», se souvient Lofo, sous-directeur chargé de l'administration, engagé le même jour qu'elle à la RTNC. «Elle était une bibliothèque des femmes de médias de la ville», dit Maguy Libebele, présidente des femmes de médias, association au sein de laquelle Madeleine Basingwa était conseillée. Paix à son âme.



Mongongo fête son premier anniversaire, vos remarques, analyses, commentaires et suggestions sont les bienvenus (Caricature Mongongo)

Simon Loiko, courageux aveugle portefaix

Simon Loiko, aveugle depuis bientôt 30 ans, refuse de s'apitoyer sur son sort. Grâce à sa canne et surtout à son courage, il travaille comme tout le monde pour gagner sa vie. Par tous les temps, il transporte les marchandises au marché central de Kisangani.

Il est 7 h du matin. Canne à la main, sacs de marchandises sur le dos ou aux épaules, Simon Loiko se faufile entre les artères du marché central de Kisangani. «Pardon, pardon !», crie-t-il pour demander le passage. De gauche à droite, de haut en bas, il balance sa canne pour repérer les étalages de ses clients et le dépôt de marchandises. Chaque sac qu'il porte est ligoté par une corde particulière (morceaux d'étoffes, élastiques ou fils de tissu) pour qu'il puisse mieux les identifier. «Je traverse sans trop de peine tout le marché que je l'ai bien connu avant de devenir aveugle», déclare-t-il.

C'est le 18 août 1983 que tout a basculé dans la vie de ce brave homme. Depuis ce jour, il souffre de cécité sans en connaître les causes exactes. Avant cela, Simon travaillait déjà au marché central comme charretier du dépôt de Maman Bisenge, une ancienne gérante de ce marché. Ce qui lui a permis de garder à l'esprit la configuration des étalages et des allées. Les modifications intervenues après les travaux de réhabilitation ne le dérangent pas trop.

A 55 ans, Simon refuse la facilité et préfère manger à la sueur de son front plutôt que de mendier. Il maîtrise la lecture et l'écriture braille, mais ne parvient pas à exploiter ses talents en formant par exemple d'autres aveugles. Portefaix apprécié, Simon compte une vingtaine de clientes : vendeuses de farine, de braise, de friperie, de tabac, etc. «Même quand il pleut, papa Simon est là pour rentrer et sortir nos sacs», témoigne Marie-José Bimo, vendeuse de farine de manioc. Marie-José Biawe, une autre vendeuse insiste sur une autre de ses qualités, son honnêteté : «C'est un homme de vérité, de courage et de sincérité».

Il ne veut jamais rester sans travailler

En avril dernier, le maire de la ville a ordonné de chasser tous ceux qui passaient la nuit au marché central. Papa Simon, lui, est resté, grâce à sa réputation d'homme honnête. Son travail lui permet d'être respecté de tous et de se prendre en charge. Pour un sac transporté, il est payé entre 50 et 100 Fc selon le poids du colis. Quand il reçoit de l'argent, Simon Loiko demande à un autre client de vérifier les billets. Il les classe dans ses poches selon les coupures (20 Fc, 50 Fc, 100 Fc, etc.). Etant donné sa popularité, rares sont ceux qui le trompent.

«Par jour, je gagne au moins 1 300 Fc», affirme-il. Pour augmenter son gain, il assure le gardiennage d'un dépôt au marché central. «Mes oreilles sont très sensibles et m'aident à être attentif. En cas de danger, j'alerte la police qui se trouve juste à côté», souligne-t-il. Pour cet autre travail, il reçoit 9 000 Fc par mois, se-



Simon Loiko, dans les allées du marché central de Kisangani (Crédit photo Mongongo)

lon Justin Tamenze, gérant du dit dépôt qui affirme que cinq de ses clients lui ajoutent par ailleurs 1 000 Fc chacun chaque mois. A force de courage et de ténacité, Simon gagne ainsi en moyenne 50 000 Fc (56 \$) environ par mois. Séparé de sa femme et de ses cinq filles déjà mariées, Simon ne pense presque qu'à travailler. «Ma femme et mes enfants sont restés chez nous dans la province de l'Equateur», raconte-t-il. Selon M-J Bimo, «en 2005, les membres de sa famille sont venus le chercher, mais il a refusé de partir, car il disait qu'il n'aurait pas de travail là bas». Même la famille de son ancienne patronne qui l'affectionne tant, ne parvient pas le sortir de son boulot. «Depuis la mort de maman, nous le considérons comme un membre de notre famille, mais il ne veut jamais rester sans travailler», témoigne, Annie Bisenge. S'il lui arrive de tomber malade, ce qui est rare, ses clientes cotisent pour qu'il se soigne.

Aujourd'hui, Simon ne semble pas regretter d'être resté à Kisangani. «Avec le peu d'argent que je gagne, ma femme actuelle tient une petite cafeteria au marché central. Des fois j'envoie du sel, du sucre et du savon à mes frères au village», se félicite-t-il, fier de son indépendance et de pouvoir aider les siens.

Gabriel Famba

ÉCHOS DE PROVINCE

Le territoire d'Isangi menacé par les érosions

Depuis une quinzaine d'années, les environs d'Isangi, ville située au confluent du fleuve Congo et de la rivière Lomami, sont confrontés à des inondations à répétition et à des glissements de terrains. Villages, écoles, centres de santé et marchés disparaissent progressivement.

A cause des fréquentes inondations et des glissements de terrain, plus de dix villages le long du fleuve Congo et de la rivière Lomami sont en voie de disparition dans le territoire d'Isangi situé à 125 km à l'ouest de Kisangani, en aval du fleuve. Avec l'érosion, le grand marché Lisaliko au bord de la rivière a perdu ces trois dernières années plus de 100 m de son étendue. Les commerçants ambulants sont obligés de se payer un lopin de terre dans des parcelles privées. Récemment, la route qui mène vers ce marché a été coupée en deux. Elle a été réparée grâce aux efforts des usagés.

Vers le village de Yawendo, situé à moins d'un km d'Isangi qu'il ravitaille en carburant et en poissons, la route a été coupée à deux reprises. Seuls les vélos et les motos peuvent encore passer en empruntant un sentier à côté des maisons d'habitation. Dans les environs, fin 2009, une Eglise protestante a été abandonnée à cause des érosions.

«Depuis 2008, trois avenues de mon village ont disparu», témoigne Léonard Toili, chef du village Lieki,

situé un peu en amont d'Isangi. Dans la même région, en mai dernier, une famille de onze personnes dont sept enfants mineurs passaient a passé la nuit à la belle étoile à la suite de l'écroulement de leur habitation dans la rivière Lomami. «Nos matériels de pêche (pirogues, filets...) sont chaque fois enterrés dans les éboulements qui se produisent souvent la nuit», regrette Léonard Toili.

Cette situation s'observe chaque année depuis les inondations survenues en 1997. Conséquences : la population se déplace progressivement vers les villages un peu éloignés du fleuve, ce qui alimente les conflits de terres.

Solutions difficiles à trouver

En avril dernier, le ministère provincial de la Santé, Ivonne Akumu, au terme d'une visite au village Yandjali Bolimosisa qui doit régulièrement reconstruire écoles, centres de santé, marché, a proposé de délocaliser la communauté sur la rive droite du fleuve. Mais, la majorité des habitants aimerait protéger la

terre et les tombes de leurs ancêtres, souligne un chef local.

L'évêque du diocèse d'Isangi, Mgr Camille Lembi, craint qu'à l'avenir Isangi ne puisse plus abriter les chefs-lieux du diocèse et du territoire. La sœur Marie Madeleine Bofoe, directrice de la Caritas de ce même diocèse, préconise de planter des bambous pour lutter contre les érosions. Une solution difficile à mettre en œuvre, selon un chef de village, car la terre épaisse et argileuse reposerait sur du sable.

Selon l'évêque, mener des études approfondies seulement à Isangi centre coûterait plus de 100 000 \$... Lors d'un atelier sur la résolution pacifique des conflits tenu cette année à Isangi et qui a réuni plus de 100 organisations de la société civile, plusieurs résolutions ont été prises. Notamment celle d'informer la population pour qu'elle ne construise plus dans des zones régulièrement inondées et de relocaliser de façon rationnelle les habitants de ces zones à risques.

Joseph Bassay

Au secours des réfugiés de Bondo

52 tonnes de vivres ont été acheminées à Bondo par le Programme alimentaire mondial (PAM). Cette aide est destinée aux réfugiés centrafricains présents dans le



Site de transit des réfugiés centrafricains à Sambili (Bondo) (Crédit photo Caritas)

territoire de Bondo (750 km environ au nord-ouest de Kisangani) dans le district d'Abudu Bas Uele où opèrent des rebelles ougandais de la LRA. Ils sont au total 671 réfugiés enregistrés et regroupés dans les villages Bakpolo et Kpete, situés respectivement à 140 et 120 km de Bondo. Les réfugiés vivent dans des familles d'accueil.

Un camp de transit est par ailleurs érigé pour environ 300 d'entre eux à Sambili, localité située à une dizaine de kilomètres de Kpalakpala. Là-bas, la Caritas Allemagne DCV (Deutscher Caritas Verband) en partenariat avec la Caritas Développement Congo et la Caritas Développement Bondo, sur financement du Haut Commissariat pour les Réfugiés (HCR), construit 200 abris, dont 45 sont déjà prêts, affirme Emmanuel Bofoe, Coordonnateur des projets basé à Kisangani. Depuis deux mois, ces réfugiés en camp de transit reçoivent une nourriture chaude chaque jour. Ils seront tous installés au camp en construction à partir du 16 août prochain.

Vermont Kote

Ubundu

Un nouveau marché en construction dans le territoire d'Ubundu, situé à 125 km au sud-est de Kisangani près du fleuve Congo. La construction des étalages, des pavillons et des bâtiments de l'administration dudit marché coûtera au total 55 000 euros. Les travaux sont exécutés par une entreprise locale sur financements de la Belgique par le truchement du Projet d'appui aux initiatives de développement communautaire dans le district de la Tshopo (PAIDECO/TSHOPO). Pour la première fois de son histoire, Ubundu aura donc un marché en dur. Celui qui existe jusque là, comme beaucoup d'autres marchés, est en pisé. Quand il pleut, il a tendance à prendre l'eau, obligeant les commerçants à se disperser.

Un autre besoin prioritaire a été identifié par la communauté locale. Il s'agit de la réhabilitation du terrain de football, souligne Félicien Kabasele Dishu chargé de communication du PAIDECO.

Fidèle Utulu

N° 23 450 FC

Wauza bangi na lotoko tajari wamefukuzwa kwenye soko kubwa

Viongozi wa mji wa Kisangani wamekataza kuuzisha bangi na lotoko. Hatua hii inaanza kutoa matunda kwenye soko kubwa imepata ukimya. Tangu makao yao kubomolewa, wauza biashara hii wameifanya kwa uficho. Lakini, haitoshe, inastahili hatua zaidi ili kupata matokeo ya kudumu kote, sokoni kubwa pia penginepo.

Tokea mwezi wa tano uliopita, mea wa jiji aliamua kuvunja makao iliojengwa pembeni ya «*dépôt*» sokoni kubwa. Tangu zamani, makao hii yalionekana kuwa fasi maalum ya kuuza bangi na lotoko ambayo ni pombe yenye nguvu kupita Primus. Chupa moja ya lotoko ina bei ya 600FC. Watu wengi wametamani kunywa pombe hii sababu ya kulewa upesi hata kama ni hatari kwa hafia yao. Kando ya makao yenyewe, watu walizoea kuvuta bangi waziwazi mchana kati. Tarehe 19 mwezi wa sita uliopita, mtu mmoja aliyekuwa akiuzisha bangi alifungwa. Baada ya kuwapangisha washegwe, fasi hii ilikuwa ikitumiwa na watoto kufanya ukahaba. «*Mwezi wa ine uliopita, niliwajulisha viongozi hali usalama ulizidi kukosekana sababu ya ulevi wa pombe na bangi*» amesema bwana Jean-Claude Mazane, mshimamizi wa soko kubwa. Matunda ya kazi ya serkali imeanza kuonekana. «*Zamani tulipata malala-*

miko zaidi ya kumi kwa siku. Tangu makao hii kubomolewa, wizi, ugonvi na vita vimefunguka kiasi cha kutosha. Muda wa juma mbili iliyopita nilipokeya lalamiko moja tu» amenena Freddy Muyolo, kamanda wa polisi sokoni kubwa.

Haifae serkali kuchoka

Ijapo wamekatazwa, wauza bangi na lotoko bado kuchoka. Wameendelea kuuza kwa uficho kwa wale tu ambao wanaowajua vizuri, huko wakingojea viongozi wachoke ili kurudiliya kazi yao kama zamani. Upande wao, wasimamizi wa *dépôt* wamefurahi na ukimya. «*Zamani mimi na wadogo zangu tulikuwa tukifanya zamu usiku na mchana*» amesema Jean Kabalo, musimamizi wa *dépôt*. Watu wengine wameshangaa kuona wizi waliofungwa jana kuachiwa huru kesho yake. «*Wizi bado kwisha. Watoto washegwe wamerudia tena*», amenena bibi huyo mwuza bias-

hara. «*Kama tu nikingali mshimamizi wa soko, bangi na lotoko haitatauzwa kama zamani*» amehakikisha Jean-Claude Mazane.

Watu wameomba kwa viongozi waendeleo na hatua hii. «*Ni lazima mea atiye mkazo ili jambo hili likomeshwe kabisa. Inafaa vile vile akataze bangi na Lotoko popote Kisangani*», wazo lake Marien Mwamba, mtetezi wa haki za binadamu. «*Ni bure kubomoa fasi zetu za biashara. Ingefaa vile vile kuikataza malofu kutoka inchi za kigeni*» amesema bibi Mangaza NIYA mjumbe wao mabibi wauza lotoko. «*Kubomoa makao ni moja ya hatua ya kurudisha usalama*» amenena Bulu Bobina, shegwe mmoja. «*Lakini kwa mambo kuwa sawasawa inaomba watoto hawa washegwe kusaidiwa kama kawaida*».

Jean Fundi Kiparamoto

Bitumbu bikasi mpo ya basoda bakweyi na mbeba

Bakonzi ba basoda na baye bapulusu bakomi kokangengema, bitumbu biye bisepelisi baniokwami. Nzoka nde bazuzi bazangi makoki mpo ya kolandela makambo kin' o soka

Bakonzi ya basoda na baye ya bapulusu bazalaki kokanisa «*te bakoki mokolo moko té kosamba na mbeba ya bango mpe kokanisa 'te boloko na mibeko misalemaki mpo ya bango té*» elobi major Jean Claude Lisimo, mokambi wa auditorat ya Kisangani.

Na sanza ya sambo eleki, ba kapiteni babale bazuaki etumbu ya mibu 20 ya boloko mpe balongwi o molongo mwa bapulusu mpo ya kolia lifuta lya bapulusi ba yangambi. Se o sanza ena, bakonzi basusu babale ba bapulusu, ya Basoko mpe ya Yauuma, elongo na adjudant ya Opala bakitaki o likambo o esambiseli eye esalemaki o boso bwa bato na Yangambi. bakosala boloko mibu 5 mpe balongwi o mosala mwa pulusu. Babotolaki mpe bazuaki biloko bya bato Manso maana ezali boyokani kati na bakonzi ba mampinga na bazuzi na ntina 'te bapesa bitumbu na mbeba nzike iye bakonzi ya basoda na baye bapulusu bazali kosala awa bazalaki kokanisa «*te mobeko mosalemi mpo ya bango té. 'Ntango nakomaki esali sanza 5, ba dossiers ya kosambisa bato ezalaki kotelengana. Naye bisaki na bakonzi ba mapinga ntina ya bozwi likanisi lyoko mpo yakotambwisa makambo na lombango*» elobi colonel magistrat Gaston SHOMARI, auditeur supérieur wa Kisangani.

Boyokani kati na bana nsomi mpe bakonzi

Bitumbu bina bitali kaka bakonzi bamapinga té. Na Opala, soda moko wa 2^{me} classe alataki pete ya colonel elongo na bato bayé banei, bakatelaki bango etumbu ya kosala boloko seko mpe balongwi o mosala mwa soda zambi bakangaki basi mpe bana bake motango 135 mpe batambolaki na bango na makasi, babeteki, bazokisaki mpe banyokolaki bana nsomi na bosalisaka bango misala na makasi «*Esambiseli eye ezalaki lokola liteya mpe likebisi mpo ya basoda basusu mpe esepelisaki bana mboka baye bazalaka kondima té 'te mokolo moko soda akoki kokangema*» elobi moko mobundeli ma makoki ma bato.

Bana nsomi nde bafundaki makambo manso maye bakonzi ba mapinga bakomi lelo kosambisa. Moko soda wa garde republicaine akoti boloko mbula mobimba mpo na kobeta mpe kokanga na lolenge esengeli té na mpe kolinga komono bolumbu ya mwana mwasi. Likambo lina lisalemaki o libanda lya mpepo ya bangboka «*Commandant wa garde republicaine ye mei nde akomisaki likambo liye oboso bwa esambiseli*» elobi magistrat Gaston Shomari, oyo asepeleli mingi likolo ya boyokani boye.

Mikanda koleka 10 mitindami mpo ya kofunda makambo mauti epai ya bakonzi ba basoda na baye bapulusu, koleka 60 mizali naino koyekolama banda libandela lya mobu moye mpe basila kokata makambo 20. O mobu moleki, basilaki kokitisa o makambo bato 32 likolo lya 49 bafundamaki.

Makoki mazangi

Makambo masusu mazangisaka bakonzi na bazuzi ya basoda makoki ma kopesa bitumbu. Na auditorat mokomi azali kosalela se masini ya kala mpe mosolo ya kosalisa misala ezangi, tukutuku to motuka ezali té. «*Langi oyo natiyi na bureau na mosolo mwa libenga lya ngai*» elobi auditeur supérieur. Mbala mingi ezalaka na lisungi lya monusko nde totambolaka mpo ya kokende kokata makambo.

Ata 'ko basepeli mingi na maye masili kosalema, ba soda bazali naino kokoba ko tungisa bato na kati ya mboka. Na sanza ya sambo, lisanga lya bakati bilanga UPDEKIS, lifundaki makambo matali kangabuka (barrière) iye basoda na bapulusu bati o nzela ya opala, na ebale Lobaye 16 km na lubunga. Mpo na Elie Litunge

(suite de la une)

Dans les marchés municipaux, de nombreuses commerçantes changent d'activités pour vendre ces «têtes» ou l'associent à leur ancien commerce.

Aliments préférés

Dans les restaurants comme les ménages, les «kichwa» ont du succès. Ils sont préparés à la sauce tomate ou mélangés aux haricots, légumes, pondu, ... Dans les gargotes (malewa), «*les clients les préfèrent aux autres plats*», explique la propriétaire du restaurant «Maman Marie». Selon Thomas, un consommateur trouvé au marché, «*ces têtes ont une saveur délicieuse dans les légumes, haricots et même préparées à la sauce tomate, car il y a de petits morceaux de viandes qui*

Mokambi wa UDEPEKIS, «*ata lokola moyangeli wa etuka apekisaki kotia kangabuka, bailisanga bakofutaka mosolo moyebani té yambo ya koleka kangabuka*». Akanisi 'te bitumbu bakonzi ya basoda bikokitisa mitungisi mina mpo na kosalisa bakati bilanga na bato ba mombongo 'te bameme na botungisi soko moko te biloko bya bango.

Pierre KOMBA

Courrier des lecteurs

Je ne peux vous dire la joie et le plaisir que j'ai en découvrant votre journal en ligne. Il est très bien écrit. Il y a quelque temps, j'ai suivi sur le site de RFI un reportage sur les tolekistes à Kisangani. J'ai lu quelques uns de vos articles consacrés à ce sujet et d'autres sur les cambistes. Votre journal est le reflet de la réalité boyomaise. Bref, on sait avoir de l'information sur Kisangani. Pour tout ceci, je dis bravo à votre équipe.

Mulumba Kanku, président de l'Association des professeurs de français en R.D.C

Cette édition spéciale «50 ans d'indépendance», sur 8 pages, un vrai journal, est très intéressante. Bonne croissance à Mongongo.

André Safari, journaliste à Kisangani

Félicitations ! Dans un contexte où les médias ne sont pas toujours les bienvenus, vous avez pris ce risque de donner cette nourriture utile à un peuple enclavé, sous informé. Nous vous encourageons. Que le Dieu de vérité vous reste présent et vous accorde une longue vie.

Père Zenon, prêtre du sacré cœur

Mongongo est venu désenclaver la ville et la Province orientale sur le plan de la presse écrite. Enfin, un journal dont la périodicité est connue et régulière. Un organe de proximité qui rend compte des faits significatifs de société. La qualité y est, la dextérité aussi. Mongongo est le cadre indiqué pour que nos étudiants mettent en pratique les théories acquises. L'écriture est incisive, les idées sont claires et précises, le style est courant, les thèmes abordés sont de proximité avec des questions quotidiennes de société. J'apprécie le contenu et l'effort sur le plan de la mise en page (...)

Clément Mangubu, enseignant à la faculté des lettres/Unikis

Le journal Mongongo se comporte en vrai observateur des réalités quotidiennes, politiques, sociales et économiques de la ville de Kisangani. Le style est clair et bien argumenté. Je souhaite que le journal soit en quête des réalités de la société méconnues de tous.

Pr. Esiso, enseignant à l'Unikis

Cet organe de presse écrite se veut objectif, impartial et concret. Une sorte de «voix des sans voix», car bon nombre de situations (perturbations de fourniture électrique, constructions anarchiques, initiatives des jeunes, coupage journalistique, etc) sont vécues tant bien que mal sans que personne ne s'en préoccupe. Votre journal assure une large diffusion susceptible d'éveiller les consciences à tous les niveaux.

Stéphane Kitenge, enseignant au collège Maele

Je ne lisais pas les journaux avant, à cause de leur contenu qui dégoûte, mais lorsque j'ai lu pour la première fois Mongongo, j'étais très content de la façon dont vous écrivez, votre style journalistique, votre français, les sujets que vous traitez... Vraiment Mongongo est un journal pas comme les autres. S'il continue à garder son indépendance, il fera des exploits.

Willy Mbama, bibliothécaire et enseignant à l'ISTM Kisangani

restent collés». Certaines vendeuses les découpent et les revendent en petits morceaux de 200 ou 300 Fc. Elles sont aussi prisées à l'intérieur de la province, dans les zones agricoles où la viande et le poisson sont rares.

Mais la consommation de ces aliments ne plaît pas à tous. «*Comment pouvons nous manger des aliments destinés aux volailles sous d'autres cieux ? Ça c'est la pauvreté*», s'indigne Jean-Marie Kabuka, fonctionnaire de l'Etat. Selon le directeur de l'Office congolais de contrôle (OCC), «*ces têtes de poissons sont consommables sauf si elles sont de mauvaise qualité*».

Nathacha Kongolo

Mongongo Journal école	Equipe rédactionnelle :	Réseau de correspondants :	Distribution, marketing et maquette :	Abonnement annuel (24 numéros) :
1/A, Avenue Tshatshi, Commune Makiso, en face de BEGO CONGO journal_mungongo_kis@yahoo.fr	Trésor Boyongo, Hortense Basea, Moustapha Mulonda, Lambert Lambe, Nathasha Kongolo, Nadia Midesso, Trésor Mokiango, Gabriel Famba, Armand Makanisi, Lyly Bendea, Daniel Lokulu (étudiants en Sciences de l'Information et de la Communication/Unikis)	Isangi : Joseph Bassay Bondo : Vermont Kote Ubundu : Fidèle Utulu Traduction : Lingala : Pierre Komba Swahili : Jean Fundi Secrétariat de rédaction : Pepe Mikwa	Jimmy Bakelenge Tél : 243(0) 85 338 93 25 Supervision et formation : Syfia international Mail : contact@syfia.info Tél : 33 (0)4 67 52 79 34 Dessin : Roger Bamungu	20 \$, abonnement de soutien 50 \$ minimum . Points de vente : Bibliothèque centrale, Faculté des sciences et Cyber café Batam de l'Unikis, Gradi-Jeunes, La poste, Bld Hassan II C/Lubunga, Paroisse Christ Roi C/ Mangobo et ISTM Kisangani